

[Text]

who have to be at work at 6:30 a.m. Right now, the primary issue to be addressed is the salaries.

We were talking about \$2 a day per space in a direct grant as being likely to provide \$2000 or \$3000 additionally to each child care worker in the province, that being a satisfactory next step to take.

I talk about average salaries. We do not know what average salaries are. People lie. Some people are so ashamed that they pretend they are earning more than they are. They do not know that what we are asking is how poor they are. They think they ought to make it look better, but in doing so they make the problem seem smaller than it is. People do go home during nap time in small communities and are not paid for those two hours. They then come back and work from 2 p.m. to 4 p.m. Maybe they are paid \$5 an hour for the hours they work. That is what we are dealing with.

Senator Marsden: Last week the Minister of Community and Social Services of Ontario announced wage increases for child care workers in the nonprofit sector. He has given grants, it is said in the newspapers, such that the average income will go up from \$16,000 to between \$18,000 and \$22,000. I have no idea whether or not those figures are accurate. I have only a newspaper account.

That raises two questions with respect to this. That clearly indicates that Ontario does not think the federal child care proposal is going to do anything about salaries. You and the previous witness have said exactly the same thing. Is your province taking any steps whatsoever to increase salaries independently of whatever the child care proposal does?

Ms. Irwin: "Delay action on the thing, wanting the act itself to provide a mechanism". That is something our deputy minister has been saying. We need a provision in the shared moneys for salaries. They are doing nothing until there is an act. The four per cent per diem increase happened.

Senator Marsden: Do you not think that, if a province such as Ontario has decided to go ahead with wage increases, that indicates that they believe there will be nothing federally?

Ms. Irwin: Yes.

The Chairman: I have a question regarding school-based programs. Are the lunch and after-4 programs developed in Nova Scotia? Is there any barrier to using schools, which are declining in enrollment, for either lunch and after-4 programs or, indeed, child care programs?

Ms. Irwin: Day care has been in the schools in Ontario for a long time. That has not been true in Nova Scotia, but not for any legislated reason. The Ys have begun to take an active role in after-school programs in Metro Halifax-Dartmouth. I think

[Traduction]

infirmières qui doivent être au travail à 6 h ½ du matin. Mais à l'heure actuelle, la question principale est celle des salaires.

Nous parlons d'une subvention directe de 2 \$ par jour et par place de garderie, qui aurait pour effet d'augmenter de 2 à 3 000 \$ le salaire de tous les éducateurs de la province, ce qui nous paraît une mesure intéressante.

Je parle de salaires moyens. Nous ne connaissons pas le montant du salaire moyen. Les gens ne disent pas la vérité. Certaines personnes ont honte de ce qu'elles gagnent, de sorte qu'elles prétendent gagner davantage qu'elles ne le font en réalité. Elles ne savent pas que nous demandons en fait si elles sont pauvres pour pouvoir ensuite les aider. Elles pensent qu'elles devraient donner une autre image, ce qui réduit l'ampleur apparente du problème. Dans les petites communautés, les travailleurs rentrent chez eux pendant la sieste et ne sont pas rémunérés pour ces deux heures. Ils reviennent à la garderie et travaillent de 15 à 16 heures. Ils sont peut-être payés 5 \$ l'heure. Voilà la situation.

Le sénateur Marsden: La semaine dernière le ministre des Services sociaux et communautaires de l'Ontario a annoncé des augmentations de salaire pour les travailleurs de garderie dans le secteur non lucratif. Il a accordé des subventions, d'après ce qu'ont rapporté les journaux, qui feraient passer le revenu moyen de 16 000 \$ à un chiffre situé entre 18 et 22 000 \$. Je ne sais pas du tout si ces chiffres sont exacts. Je me base uniquement sur des articles de journaux.

Cette nouvelle soulève deux questions. Elle indique clairement que l'Ontario ne pense pas que le projet fédéral concernant la garde d'enfants va affecter les salaires. Vous avez dit exactement la même chose, tout comme le témoin qui vous précédé. Votre province est-elle en train de prendre des mesures visant à augmenter les salaires quelque puisse être le projet de garde d'enfants du fédéral?

Mme Irwin: Notre gouvernement hésite à intervenir immédiatement et souhaiterait que la loi introduise un mécanisme. C'est ce que disait notre sous-ministre. Il faudrait une disposition qui prévoit l'affectation aux salaires d'une partie des sommes partagées. Le gouvernement ne fera rien tant que la loi ne sera pas adoptée. L'augmentation de 4 pour cent par jour a été introduite.

Le sénateur Marsden: Ne pensez-vous pas que si une province comme l'Ontario a décidé d'accorder des augmentations de salaire, cela veut dire qu'elle pense que le fédéral ne fera rien à cet égard?

Mme Irwin: Oui.

La présidente: J'ai une question concernant les programmes reliés aux activités scolaires. Existe-t-il en Nouvelle-Écosse des programmes pour le repas de midi ou après l'école? Est-il possible d'utiliser des locaux scolaires désaffectés en raison du manque d'élève pour les programmes du repas de midi ou les services de garde après l'école, voire pour y loger des garderies?

Mme Irwin: Cela fait longtemps qu'il existe en Ontario des garderies dans les écoles. Ce n'est pas le cas en Nouvelle-Écosse, mais il n'y a aucune loi qui l'empêche. Les Y ont commencé à jouer un rôle actif dans les services de garde après